



Le baccalauréat n'aura pas lieu

Le baccalauréat n'aura pas lieu : Dans sa chronique, Gérard Courtois, éditorialiste au « Monde », estime note que « Si M. Blanquer réussit sur le bac, il aura démontré que la société était mûre pour une réforme en profondeur ». Le titre de cette chronique est emprunté à un ouvrage publié au XX^e siècle. En 1989 précisément. L'auteur, Guy Bourgeois, était tout sauf un fantaisiste, mais un haut fonctionnaire chevronné, déjà collaborateur de deux ministres de l'éducation nationale (Christian Beullac et René Monory. Il le sera également, plus tard, de François Bayrou). Dans une fiction très réaliste, il imaginait qu'un grain de sable informatique faisait dérailler la gigantesque machine du baccalauréat (à l'époque, 475 000 candidats et 347 000 lauréats, soit deux fois plus que vingt ans auparavant). Pour éviter ce scénario catastrophe, M. Bourgeois recommandait de simplifier l'examen, d'instituer un « bac à la carte » permettant aux lycéens de choisir un nombre limité d'« options majeures » et d'« options mineures », enfin d'introduire une part de contrôle dans l'évaluation des candidats. Le bac, « un monstre organisationnel » Fascinante permanence des diagnostics et des remèdes ! Trente ans plus tard, en effet, le rapport que Pierre Mathiot vient de remettre au ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, dresse un constat identique. Alors que le nombre de candidats a frôlé les 730 000 en 2017 et que le nombre de bacheliers a dépassé les 640 000, le bac est, plus que jamais, « un monstre organisationnel, complexe, lourd, peu lisible » – sans parler de son coût annuel (quelque 100 millions d'euros) et des « interrogations sur sa valeur certificative », inévitables dès lors que les lauréats échouent massivement en première année d'université. Mieux encore, la réforme des bacs généraux et technologiques préconisée par M. Mathiot et dont le ministre a validé les grandes lignes – avant sa présentation en conseil des ministres qui doit avoir lieu le 14 février –, ressemble comme deux gouttes d'eau aux recommandations esquissées trente ans plus tôt. Elle propose, en effet, une simplification drastique de l'examen : le maintien de l'épreuve de français (écrite et orale) en fin de première et l'instauration de quatre épreuves en classe terminale – soit deux sur les deux disciplines « majeures » choisies par les lycéens, une épreuve « universelle » de philosophie et un « grand oral » portant sur un travail individuel ou collectif réalisé par le candidat en première et en terminale. Ces épreuves concentreraient 60 % de la note finale, le reste étant évalué selon des modalités de contrôle continu qui restent aujourd'hui à arbitrer. Les atouts de Blanquer Est-ce à dire qu'il ne s'est rien passé en trente ans ? Nullement ! La plupart des ministres de l'éducation ont tenté de s'attaquer au problème. Mais hormis l'instauration en 1995 des trois filières actuelles des bacs S, ES et L, en lieu et place de la quinzaine qui prévalaient jusque-là, toutes les velléités de réforme ont échoué : soit le ministre a été remercié (Claude Allègre en 2000), soit il a reculé devant la résistance des enseignants et/ou la fronde des lycéens (François Fillon en 2005 ou Xavier Darcos en 2008). Entretemps, le bac est devenu un maquis de plus en plus inextricable. M. Blanquer n'ignore rien de ces précédents. Mais, bien décidé à être le grand réformateur de l'éducation nationale dans les années à venir, il entend réussir là où ses prédécesseurs ont échoué ou renoncé. Il ne manque pas d'atouts pour cela. Tout d'abord, cette réforme du baccalauréat ne sort pas de derrière les fagots. Elle a été explicitement annoncée, dans ses grandes lignes, par le candidat Emmanuel Macron et confirmée par le premier ministre Edouard Philippe dans son discours de politique générale en juillet 2017. Ensuite, le ministre est un homme du sérail. Son parcours – universitaire, recteur, directeur général de l'enseignement scolaire rue de Grenelle, notamment – en a fait un excellent connaisseur du système éducatif. Cela ne suffit pas, mais c'est indispensable pour bien mesurer les réticences ou les craintes qu'une telle réforme peut susciter et pour les désamorcer. Surtout si l'on y ajoute l'évidente conviction de faire œuvre utile et une indéniabilité pédagogie de l'intérêt général, au-delà de sempiternels conflits qu'il juge « artificiels ». Enfin, parce qu'elle vise à mieux articuler les années lycée avec le premier cycle universitaire, la réforme proposée du baccalauréat est en cohérence avec la réorganisation, déjà engagée, des modalités d'entrée à l'université. « Transformation en profondeur » L'entreprise n'en est pas moins à haut risque. Au-delà même du bac, paré dans notre pays d'un prestige presque obsessionnel, elle chamboulera, en effet, toute l'organisation de la scolarité au lycée, le poids respectif et la hiérarchie implicite des disciplines, les pratiques pédagogiques (par exemple pour organiser le contrôle continu ou préparer le grand oral), enfin, d'une manière ou d'une autre, des

situations statutaires acquises. Cela représente autant de sources de crispations, d'oppositions voire de conflits. Or le système a maintes fois démontré sa capacité à se déformer pour mieux éviter de se réformer. Et l'on sait les lycéens parfaitement capables de se mobiliser et de faire capoter une réforme pour peu que la moindre disposition (comme le contrôle continu ou le grand oral) apparaisse de nature à remettre en question la caractère national, anonyme et censément égalitaire du baccalauréat. Voilà donc M. Blanquer à pied d'œuvre. S'il réussit, il aura démontré – outre son habileté – qu'après une kyrielle de rapports et des années de débats et de tentatives avortées, la société était enfin mûre pour une réforme en profondeur. On le lui souhaite. S'il bute sur l'obstacle, c'est la « transformation en profondeur » du pays voulue par le président de la République qui serait en échec. D'autant plus sûrement que, à travers les élèves, leurs familles et les enseignants, une telle réforme concerne tous les Français ou peu s'en faut. Sacré défi!